

Palmarès 2026 des

Exclusif. *Le Point* publie la 8^e édition de son classement des avocats, réalisé avec l'institut Statista.

PAR NICOLAS BASTUCK

Implantés partout en France, 298 cabinets, distingués dans 30 spécialités juridiques, figurent dans le palmarès des avocats du *Point*, élaboré pour la huitième année consécutive avec l'institut indépendant Statista, référence européenne des classements et études statistiques. Du droit bancaire au droit de l'environnement, en passant par le droit des transports, de l'urbanisme ou de la santé, toutes les spécialités y sont représentées. Le palmarès met aussi en lumière des disciplines en plein essor : la compliance, le capital-investissement ou le droit des nouvelles technologies.

Ce classement intervient à un moment crucial pour les cabinets. L'intelligence artificielle les contraint à repenser leur modèle économique, leurs pratiques et leur organisation. Le secret professionnel est attaqué. Et la concurrence des plateformes juridiques fragilise les équilibres.

Le Point a longuement enquêté sur l'avenir d'une profession certes bousculée, mais qui se mobilise pour se réinventer ●

Les lauréats du palmarès des avocats réunis au *Point*, à Paris, le 10 avril.



KHANH RENAUD POUR « LE POINT »

avocats



Avec l'IA, les cabinets doivent réinventer leur modèle

Big bang. Abandonner tout ce que peut faire la machine : une révolution pour les avocats.

PAR NICOLAS BASTUCK

C'est arrivé il y a quelques jours. Associé du cabinet parisien Derriennic, spécialisé dans le droit des nouvelles technologies, M^e François-Pierre Lani avait rendez-vous avec le patron d'une société de services informatiques souhaitant assigner l'un de ses clients, débiteur d'une grosse facture. Le dirigeant dépose une chemise sur le bureau de son avocat et lui dit : « Voilà, j'ai fait mes propres recherches, interrogé l'IA et rédigé un mémoire ; j'aimerais que vous me disiez ce que vous en pensez. » « J'ai parcouru son document, c'était assez bien fichu, relate M^e Lani. « Les jurisprudences étaient pertinentes, elles collaient au dossier... » Son client lui glisse alors : « Faites en sorte, Maître, que vos conclusions se rapprochent le plus possible de ce que j'ai produit. Vous voudrez bien aussi me préciser le montant de vos honoraires. » À cet instant, M^e Lani se trouve plongé dans un abîme existentiel. « Que pouvais-je lui apporter de plus que sa machine ? J'ai bien songé à une clause limitative de responsabilité mais l'IA m'avait devancé. Une demande subsidiaire, tentée avec succès dans un autre dossier, m'est venue à l'esprit. J'ai surtout songé à la stratégie que j'allais déployer au contentieux. » Il sourit : « C'est une autre façon de travailler. »

Il y a dix-huit mois, dans les cabinets d'avocats, l'intelligence artificielle relevait encore du débat prospectif. Un sujet à surveiller entre deux rendez-vous. Ce

temps est révolu. « L'apport des modèles de langage n'est plus une promesse ou une menace, mais une réalité que les clients des avocats ont parfaitement intégrée. Le statu quo n'est plus une option », prévient Valentin Tonti-Bernard, dirigeant de Liberral Group, une société qui accompagne les professions libérales dans leur transformation. À ses clients avocats, ce diplômé de HEC a coutume de répéter : « La question n'est plus de savoir si l'IA va affecter votre chiffre d'affaires mais de déterminer qui, du client ou de vous, va s'emparer des gains de productivité qu'elle génère. La réponse relève moins de la technologie que de la stratégie. »

« Les entreprises se sont équipées et emparées de l'IA. »

Jérôme Rusak

LE CLIENT, PREMIER CONCURRENT

Le fait majeur est peut-être là : bien avant les legaltech (Doctrine, Lexbase...), plateformes spécialisées (Harvey, Legora, Claude Legal...), managed services (EY, Epiq) et autres fournisseurs de services juridiques (Oxygen+, Elevate, Kallexius...), sans parler des notaires et des experts-comptables, eux aussi en mal de diversification, le premier concurrent de l'avocat est désormais... son client.

« Les questions que pose la transformation en cours ne portent pas tant sur les avocats que sur la professionnalisation de leurs clients », analyse Jérôme Rusak, cofondateur de DayTwo, autre cabinet de conseil tourné vers les professionnels du droit. « Ces dernières années, les directions juridiques se sont considérablement renforcées

et elles ont recruté des profils très compétents – souvent d'anciens avocats. L'IA a amplifié le phénomène ; les entreprises se sont équipées et emparées de ces nouveaux outils. » Selon une étude menée par DayTwo auprès de 80 directeurs juridiques, les entreprises auraient déjà « réinternalisé » 30 % des sujets autrefois confiés aux avocats. Un manque à gagner estimé à 1,5 milliard d'euros par an pour les cent plus gros cabinets d'affaires. De nombreux groupes (BNP Paribas, Stellantis...) ont investi dans de robustes programmes d'intégration d'outils d'IA pour leurs fonctions juridiques internes. La gestion contractuelle, la surveillance réglementaire, la gestion des litiges de masse ont abouti à une réduction sensible du volume de travail externalisé.

CE QUE LA MACHINE SAIT FAIRE

« En automatisant de nombreuses tâches, l'IA redéfinit le modèle opérationnel des cabinets », insiste Jérôme Rusak, dont le conseil est assez radical : laissez tomber tout ce que la machine peut faire. « Nous avons imaginé un acronyme, *Credit*, qui recense tout ce que l'IA est en mesure d'accomplir en matière juridique : *C* comme comparer [des contrats, des textes réglementaires...], *R* comme résumer, *E* comme extraire [des clauses problématiques dans une revue en masse de documents, des nullités de procédure...], *D* comme drafter [la première rédaction], *I* comme innover [aide à l'analyse stratégique], *T* comme traduire. Ce qui, vous en conviendrez, fait pas mal de choses. »

« Le travail que l'humain accomplit derrière son écran – recherche juridique, synthèse de documents, premier jet – a perdu sa valeur car la machine a des capacités rédactionnelles et de synthèse bien meilleures que les nôtres, doublées d'une puissance de raisonnement de plus en plus bluffante », confirme M^e Lani. Une étude



Cabinet Derriennic : M^{es} Pierre-Yves Margnoux, François-Pierre Lani, Sabine Saint-Sans, François Devedjian, Clara Payan, Emmanuel Benoit, Anne Cousin, Alexandre Fievée (de g. à dr.).

de Goldman Sachs estimait en 2023 à 44 % la part des tâches juridiques présentant un potentiel d'automatisation fiable. Ce chiffre, largement contesté à l'époque, est considéré aujourd'hui comme un plancher, plutôt qu'un plafond. Axiom Law, prestataire de services juridiques, estime à 70 % au moins la réduction du temps passé sur une revue documentaire en vue d'une opération de M & A (fusions-acquisitions); une tâche facturée au prix fort, il y a encore peu, et qui pouvait mobiliser un bataillon de collaborateurs durant plusieurs semaines.

CE QUE LA MACHINE NE SAIT PAS FAIRE

Alors quoi ? Ranger sa robe au placard et se lancer dans la permaculture ? Pour chercher où sera demain la valeur, le mieux est encore d'interroger les clients.

Martial Houle préside le Cercle Montesquieu. Ce cénacle réunit près de 650 directeurs juridiques d'entreprises publiques ou privées, de l'ETI au groupe coté au CAC 40. « On aura toujours besoin d'avocats, ne serait-ce que parce que l'objet social d'une entreprise n'est pas de faire du droit mais du commerce », rappelle ce secrétaire général passé par TotalEnergies, le PMU et le groupe Altitude. « Mais ces alliés fidèles doivent comprendre que ce qui peut être fait par quelqu'un d'autre qu'eux – un humain ou une machine – n'a plus de valeur. »

Jérôme Rusak a identifié quatre raisons pour lesquelles les entreprises pourraient continuer, malgré tout, à confier leurs dossiers à un avocat. Le manque de bande passante, d'abord : l'entreprise sait faire mais n'en a pas le temps. L'hyperexpertise, ensuite : certaines compétences peuvent faire défaut aux directions juridiques (droit de la concurrence, fiscal, propriété intellectuelle...). Le contentieux, également : s'il faut plaider, seul l'avocat peut le faire. Et, enfin, ce qu'il appelle « la marque parapluie » : face à des choix cru-

ciaux, le client a besoin d'assurance et de réassurance, d'un regard critique sur ce qui sort de la machine. « C'est pour moi l'apport le plus important. » Martial Houle abonde : « Même quand nous maîtrisons un sujet, s'il est décisif, nous avons besoin de challenger nos recommandations avec un avis extérieur, nourri par l'expérience de situations similaires, sur d'autres marchés. L'éclairage, la créativité, une vision élargie : c'est tout cela que nous recherchons. Dès que le cerveau humain reprend ses droits, l'avocat reprend sa place. »

Oui, l'avocat conserve le monopole de la parole devant un juge, mais même là... « Pour se préparer à l'audience, l'IA peut être excellente dans le rôle de l'adversaire », note Jérôme Rusak. « Et les outils se révèlent très impressionnants pour la rédaction de nos jeux de conclusions », complète M^e Aurélien Louvet, associé gérant du cabinet Capstan, qui regroupe 300 avocats dédiés au droit social.

« L'avocat peut aussi, sur un sujet sensible, produire une note protégée par le secret professionnel, document dont j'ai la certitude qu'il ne pourra être saisi. Ça aussi, c'est précieux », souligne Martial ●●●

●●● Houlle. « *Voilà pourquoi la défense de notre secret, très attaqué, est si importante, au même titre que la souveraineté européenne sur nos données* », insiste M^e Manuel Furet, ex-bâtonnier de Toulouse et vice-président du Conseil national des barreaux (CNB).

Le président du Cercle Montesquieu voit deux autres territoires dont les avocats gagneraient à s'emparer : la RSE et la conformité globale – anticorruption avec la loi Sapin 2, protection des données avec le RGPD et le Digital Services Act, droit de la concurrence avec la Haute autorité et la Commission européenne... « *Une quinzaine d'autorités de contrôle enserrent aujourd'hui les entreprises dans un carcan d'une grande complexité. Nous avons besoin que les avocats nous protègent, nous aident à digérer ces normes qui évoluent sans cesse et à gérer nos relations avec les autorités de contrôle.* »

SE RÉINVENTER OU DISPARAÎTRE

« *On avait vu la comète de l'IA venir mais pas à cette vitesse* », reconnaît M^e Jean-Charles Simon. Son cabinet, Simon Associés (80 avocats, six bureaux en France), travaille depuis un an sur son propre système d'intelligence artificielle, Macadam IA, développé sur Mistral, connecté aux bases officielles (Légifrance, Conseil d'État, Cour de cassation...) et relié à ses données, qui ont toutes été « *nettoyées* ». « *Nous nous sommes ensuite repositionnés sur quelques marqueurs : la franchise et la distribution, les entreprises en difficulté, la santé, le fiscal et l'immobilier.* »

M^e Caroline Casalonga, à la tête d'un cabinet spécialisé dans la propriété industrielle implanté en France, en Allemagne et en Espagne, a remis elle aussi sa stratégie à plat : « *Nous nous focalisons sur des prestations où l'IA peut nous aider sans nous remplacer, notamment le contentieux devant la Juridiction unifiée des brevets, commune à 18 États et dont le siège est à Paris. Nous mettons au service de chacun de nos clients une équipe pluridisciplinaire dédiée, composée d'avocats et de conseillers en propriété industrielle de différents pays. S'agissant des brevets, la partie rédaction va sans doute se réduire, mais le client a une difficulté : une fuite de données peut être très dommageable, un cabinet spécialisé comme le nôtre lui offre des garanties.* »

Me Louvet, du cabinet Capstan, élar-



Jérôme Rusak, cofondateur de DayTwo, cabinet de conseil dédié à l'écosystème du droit.

git la perspective : « *Nous devons rester des avocats mais être plus que cela : des experts, des négociateurs, des consultants. Les cabinets anglo-saxons se montrent beaucoup plus agressifs dans leurs offres de services – abonnements de consultation, mise à disposition de DRH de transition, recrutement de profils rares.* »

« Dès que le cerveau humain reprend ses droits, l'avocat reprend sa place. »

Martial Houlle

Nous-mêmes travaillons à une offre d'outil d'IA en droit social comparé, dans le cadre d'un réseau international réunissant une cinquantaine de pays. » N'y voit-il pas un risque de cannibalisation ? « *Non, dès lors que l'avocat reste au cœur du système. Notre outil permet au client utilisateur d'entrer à tout moment en contact avec l'un d'entre nous* », répond M^e Louvet. « *Si je développe de bons outils, notamment des agents d'IA, et que je les mets à disposition de mon client pour accomplir, à partir de données stables, des tâches précises et personnalisées, en conti-*

nuant à exercer un contrôle et une responsabilité, mon client aura moins d'intérêt à partir », encourage Jérôme Rusak, du cabinet DayTwo. « *L'intelligence artificielle agentique revitalise l'activité des cabinets qui s'en emparent. Elle génère des gains de productivité importants et constitue une source de diversification prometteuse* », confirme Martin Bussy, fondateur de Legal Data Space, un intermédiaire de données pour une IA juridique souveraine.

LA FIN DE L'HEURE FACTURABLE

Dans cet environnement chamboulé, la question des honoraires se pose avec fébrilité. « *Dans certains dossiers, le temps passé a été divisé par dix* », observe M^e Lani. « *Dans le modèle traditionnel, le service reposait sur l'accumulation d'heures facturables. L'IA rend cette logique obsolète : pour les tâches automatisables, le coût marginal de production tend vers zéro. Un cabinet qui continue à ne facturer que sur une base horaire, sans déplacer son offre vers le haut de la chaîne de valeur, se met en danger* », alerte Valentin Tonti-Bernard. Lui aussi conseille à ses clients de se recentrer sur des activités où l'apport humain est « *irréductible* » : le conseil stratégique dans des situations de transformation, la négociation de haute intensité, la plaidoirie... Plus que le temps passé, la réactivité, la complexité de la situation traitée, l'anticipation, le risque évité et le gain généré sont devenus des critères déterminants.

Le président du Cercle Montesquieu en convient : « *Nous ne donnerons plus 30 000 euros pour un document produit par une machine. Mais nous sommes encore prêts à payer très cher certaines prestations : un montage sophistiqué en droit fiscal, une note confidentielle sur un sujet complexe, une analyse de risques touchant à notre stratégie ou à nos obligations de conformité.* » Il ose formuler cette demande singulière : « *Les directeurs juridiques attendent aussi des avocats qu'ils mettent à leur service leurs propres outils d'intelligence artificielle, alimentés par des données internes solides. Ce qui comptera à l'avenir n'est pas tant la consultation que l'analyse, la confrontation des points de vue à la lumière des solutions proposées par les outils.* »

« *Le temps passé sur un dossier, vous ne le vendez plus. C'est le retour en force du*



Martial Houlle, président du Cercle Montesquieu : « Les entreprises auront toujours besoin d'avocats ».

forfait, de l'abonnement, du success fee [commission de succès] », confirme M^e Jean-Charles Simon. « *La confiance est primordiale dans la relation avec nos clients, qui doivent savoir précisément qui fait quoi* », ajoute M^e Pascal Agosti, avocat au barreau de Nice. « *Dans nos lettres de mission, nous leur détaillons comment nous utilisons l'IA et là où nous nous en passons. De même doivent-ils être assurés que leurs données ne partiront pas dans je ne sais quel data center.* »

Une nouvelle relation, triangulaire, s'établit ainsi entre l'avocat, son client et l'IA. « *Cela peut désarçonner* », reconnaît M^e Lani, qui n'est pas près d'oublier cette opération de joint-venture orchestrée par son cabinet pour le compte d'un grand groupe. « *On avait travaillé comme des fous et tout le monde avait donné son feu vert : nous, les experts, les opérationnels de la boîte, le comité d'investissement... À la fin du processus, la directrice générale a voulu passer le dossier à la moulinette de l'IA, qui a évalué à 30 % les chances de réussite. Au final, le deal ne s'est pas fait. On y avait passé des mois !* »

LE POINT DE BASCULE

Saupoudrer un peu d'IA dans une organisation vieillissante, en s'accrochant au même « logiciel » de pensée, ne suffira pas. L'IA n'est pas un outil en plus mais le déclencheur d'une remise

« L'IA oblige les cabinets à faire ce qu'ils repoussent depuis dix ans : déconstruire un modèle du XX^e siècle. »

Valentin Tonti-Bernard

en cause profonde. C'est le constat qui a conduit le cabinet Baker McKenzie, fondé en 1949 à Chicago, à se séparer de 10 % de ses effectifs dans le monde. Les associés ont été priés de se poser ces questions cruciales : la structure est-elle adaptée au monde qui vient ? Comment justifier sa marge quand l'IA absorbe 80 % de l'exécution ?

« *L'IA oblige les cabinets à faire ce qu'ils repoussent depuis dix ans : déconstruire un modèle hérité du XX^e siècle* », résume Valentin Tonti-Bernard. L'intelligence artificielle balaie tout sur son passage. Elle oblige à repenser le modèle économique. Elle interroge la gouvernance et le partage de la valeur – les associés pourront-ils rester encore longtemps seuls aux commandes ? Elle appelle une nouvelle manière de gérer les talents et exige d'investir massivement

dans les outils, la formation et de nouvelles compétences (*knowledge manager, legal data analyst...*). « *La profession va perdre beaucoup d'avocats* », redoute M^e Jean-Charles Simon. Un avocat sur trois quitte aujourd'hui le barreau avant dix ans d'exercice ; ils seraient 20 000 – sur environ 80 000 – à y songer. « *Ceux qui resteront devront faire des sacrifices. J'utilise beaucoup l'IA et je n'ai jamais autant travaillé.* »

La liquidation judiciaire, début janvier, du cabinet DS Avocats – 400 praticiens, un demi-siècle de présence en France dans toutes les pratiques du droit des affaires – a fait l'effet d'une douche froide au barreau. Certes, l'IA n'est pas la seule cause de ce naufrage : querelles d'associés, charges écrasantes, choix stratégiques hasardeux et départs en cascade ont précipité la chute de cette institution. « *Ce qui s'est joué ici dépasse le sort d'un cabinet, c'est la démonstration que l'industrie juridique est arrivée à un point de bascule* », décrypte Valentin Tonti-Bernard. « *Les cabinets traditionnels ne peuvent plus se permettre une gestion approximative. Le marché devient darwinien, il sélectionne la rigueur, la vision et la capacité à anticiper les besoins.* »

DS Avocats n'est pas un cas isolé. D'autres structures sont en difficulté. L'absence de stratégie, de vision et de positionnement peut être dévastatrice. « *L'IA a déjà transformé le métier d'avocat, la seule question qui vaille est la vitesse à laquelle les cabinets sauront opérer leur mue pour rester compétitifs et maîtres de leur destin* », met en garde le patron de Liberall Group.

« *Aucunement* », sourit M^e Lani quand on lui demande s'il faut baisser les bras. « *Négocier, cultiver son expertise, mobiliser son expérience au service d'une stratégie, plaider... : il y a encore beaucoup de choses à faire.* » Il conclut dans un léger soupir : « *Nous vivons une révolution totale, c'est une expérience étonnante que d'avoir à se réinventer de manière aussi radicale.* » ●

Les meilleurs cabinets par spécialités

Compliance

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
A&O Shearman (Paris)	★★★★★	Herbert Smith Freehills Kramer (Paris)	★★★★★
Advant Altana (Paris)	★★★★★	Hogan Lovells (Paris)	★★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★★	Hughes Hubbard & Reed (Paris)	★★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★	Joshua Société d'avocats (Paris)	★★★★★
Bougartchev Moyne Associés (Paris)	★★★★★	Navacelle (Paris)	★★★★★
Carve (Paris)	★★★★★	Noëlle Lenoir Avocats (Paris)	★★★★★
Clifford Chance (Paris)	★★★★★	Norton Rose Fulbright (Paris)	★★★★★
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★	Paul Hastings (Paris)	★★★★★
Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	Racine (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Paris)	★★★★★
Fleurus Avocats (Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
GGV Avocats - Rechtsanwälté (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Gide (Paris)	★★★★★	Vigo (Paris)	★★★★★
Haas Avocats (Paris)	★★★★★		

Droit de la santé

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Abeille Avocats (Aix-en-Provence, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Paris, Toulouse)	★★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★
Coubris & Associés (Bordeaux, Lyon, Paris)	★★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★
Jasper Avocats (Paris)	★★★★★
Lerieux & Sénécal Associés (Paris)	★★★★★
McDermott Will & Schulte (Paris)	★★★★★
Normand & Associés (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★★
Papin Avocats (Paris)	★★★★★
Simmons & Simmons (Paris)	★★★★★
Tamburini-Bonnefoy Avocats (Montpellier, Paris)	★★★★★

Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
BWG (Paris)	★★★★★
Cabinet Bettati (Paris)	★★★★★
Cabinet Boursican (Paris)	★★★★★
Cabinet Émilie Parance (Paris)	★★★★★
Cabinet LSM - Laetitia Sarthou-Moutengou (Paris)	★★★★★
Cadiou Poivey-Leclercq & Associés (Paris)	★★★★★
Chauveau Mulon & Associés (Paris)	★★★★★
Copé-Bessis & Associés (Paris)	★★★★★
DBO Avocats (Bordeaux, Paris)	★★★★★
Familynks (Paris)	★★★★★
GV Avocats (Paris)	★★★★★
Leick & Darmois (Paris)	★★★★★
RSW Avocats (Paris)	★★★★★
Simonnot (Paris)	★★★★★

Droit bancaire et boursier

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
A&O Shearman (Paris)	★★★★★	Haas Avocats (Paris)	★★★★★
Bompont Laut (Paris)	★★★★★	Herbert Smith Freehills Kramer (Paris)	★★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★	Hogan Lovells (Paris)	★★★★★
Change (Paris)	★★★★★	Jones Day (Paris)	★★★★★
Clifford Chance (Paris)	★★★★★	Linklaters (Paris)	★★★★★
Darros Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★★	Racine (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Paris)	★★★★★
De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★★	Spitz Poule Kannan (Paris)	★★★★★
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Emeriane Avocats (Paris)	★★★★★	Swift Litigation (Paris)	★★★★★
Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	Weil, Gotshal & Manges (Paris)	★★★★★
Gide (Paris)	★★★★★	White & Case (Paris)	★★★★★

Méthodologie

Ce palmarès a été établi par l'institut Statista, leader mondial dans la création de classements d'entreprises, de marques et de produits, à partir d'une enquête en ligne menée du 10 novembre 2025 au 16 janvier 2026, auprès de trois catégories de répondants : des avocats exerçant en cabinet (évaluation entre pairs) ; des juristes d'entreprise travaillant régulièrement avec des cabinets ; des clients ayant eu recours à un avocat, à titre personnel ou professionnel. Au total, plus de 7 000 personnes ont voté par e-mail, via un lien personnalisé à usage unique. Un sondage ouvert était également accessible depuis le site lepoint.fr, avec un dispositif d'inscription préalable destiné à éviter les doublons.

Les juristes d'entreprise et les clients pouvaient évaluer les cabinets recommandés selon trois critères : expertise technique, réactivité et transparence, sur une échelle de 1 à 6. Les avocats ne se prononçaient que sur l'expertise technique. Il était évidemment impossible qu'un cabinet vote pour lui-même.

Pour figurer au palmarès, un cabinet devait obtenir un nombre de recommandations et une évaluation globale supérieurs à la moyenne. Les résultats de l'année précédente ont été intégrés avec une pondération moindre afin de refléter la réputation dans la durée.

Les cabinets dont le nombre de recommandations dépasse la médiane reçoivent 5 étoiles, les autres 4 étoiles. Le classement couvre 30 domaines juridiques. L'ordre de présentation est alphabétique ●



Droit du dommage corporel

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Abeille Avocats (Aix-en-Provence, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Paris, Toulouse)	★★★★	CLF Avocats (Toulouse)	★★★★
AGMC Avocats (Paris)	★★★★★	Coubris & Associés (Bordeaux, Lyon, Paris)	★★★★★
Benezra Avocats (Paris)	★★★★★	Jehanne Collard & Associés (Besançon, Marseille, Paris, Rennes, Toulouse)	★★★★★
Cabinet Beaumont (Paris)	★★★★★	Laroque & Suliga Avocats (Paris)	★★★★
Cabinet Bibal (Paris)	★★★★★	Leroux & Sénécal Associés (Paris)	★★★★★
Cabinet Courtois (Bordeaux)	★★★★	Normand & Associés (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★
Cabinet Le Bonnois (Bordeaux, Lyon, Paris)	★★★★	Papin Avocats (Paris)	★★★★
Cabinet Sarah Sicard (Lille, Paris)	★★★★★	Tamburini-Bonnefoy Avocats (Montpellier, Paris)	★★★★
Cabinet Vincent Julé-Parade (Paris)	★★★★★		

Droit commercial, des affaires et de la concurrence

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
ACD Avocats (Épinal, Metz, Nancy, Nîmes, Paris, Saint-Dié-des-Vosges, Thionville)	★★★★	Gide (Paris)	★★★★★
Atmos Avocats (Paris)	★★★★	Grall & Associés (Paris)	★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★	Haas Avocats (Paris)	★★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★	Henry & Bricogne Avocats (Paris)	★★★★★
BCTG Avocats (Paris)	★★★★	Herald (Paris)	★★★★
BDGS Associés (Paris)	★★★★	Hiro Avocats (Paris)	★★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★	Joffe & Associés (Paris)	★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★	Laude & Associés (Paris)	★★★★
Camille Avocats (Toulouse)	★★★★	Linklaters (Paris)	★★★★
Carve (Paris)	★★★★★	Magenta (Paris)	★★★★★
Clifford Chance (Paris)	★★★★	Marvell Avocats (Paris)	★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★★
Coen Avocat (Paris)	★★★★★	Óros Avocats (Paris)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	PDGB (Paris)	★★★★★
Darrois Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★★	Première Ligne Avocats (Paris)	★★★★
De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★	Ripamonti Partners (Lyon, Paris)	★★★★
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★	Rondot Eychène Fréminville (Paris)	★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Expert & Guis (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	Tal&Co Avocats (Lyon, Paris)	★★★★
Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★★	Viguié Schmidt & Associés (Paris)	★★★★
Géry Demard Lin & Associés (Paris)	★★★★★	Vogel & Vogel (Paris)	★★★★★
		WAN Avocats (Paris)	★★★★★
		White & Case (Paris)	★★★★
		Wilhelm & Associés (Paris)	★★★★★

Droit de l'arbitrage

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Anima Dispute Resolution (Paris)	★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★
Clay Arbitration (Paris)	★★★★★
Cleary Gottlieb (Paris)	★★★★
Darrois Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★
De Gaulle Fleurance (Laval, Paris)	★★★★
DLA Piper (Paris)	★★★★
Gaillard Banifatemi Shelbaya Disputes (Paris)	★★★★★
Gide (Paris)	★★★★★
Herald (Paris)	★★★★
Hogan Lovells (Paris)	★★★★★
K&L Gates (Paris)	★★★★
King & Spalding (Paris)	★★★★★
Laude & Associés (Paris)	★★★★
Linklaters (Paris)	★★★★★
Medici (Paris)	★★★★★
PDGB (Paris)	★★★★
Rory Wheeler (Paris)	★★★★★
Solacy Avocats (Paris)	★★★★
Tal&Co Avocats (Lyon, Paris)	★★★★
Talma Dispute Resolution (Paris)	★★★★★
Teynier Pic (Paris)	★★★★★
Three Crowns (Paris)	★★★★
White & Case (Paris)	★★★★★

Défense des droits de l'enfant

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
BWG (Paris)	★★★★★
Cabinet Bettati (Paris)	★★★★
Cabinet Boursican (Paris)	★★★★
Cabinet LSM - Laetitia Sarthou-Moutengou (Paris)	★★★★★
Chauveau Mulon & Associés (Paris)	★★★★★
CM&A (Cesson-Sévigné, Liffré)	★★★★
Copé-Bessis & Associés (Paris)	★★★★★
Familynks (Paris)	★★★★★
Lombard Baratelli Astolfo & Associés (Lyon, Marseille, Paris)	★★★★
RSW Avocats (Paris)	★★★★

Droit de l'environnement

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Admys Avocats (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Jones Day (Paris)	★★★★
Atmos Avocats (Paris)	★★★★★	Landot & Associés (Paris)	★★★★★
BCTG Avocats (Paris)	★★★★	Latournerie Wolfrom Avocats (LWA) (Paris)	★★★★
Boivin & Associés (Paris)	★★★★★	Orier Avocats (Paris)	★★★★
CGCB & Associés (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes, Paris)	★★★★★	Rivière Avocats Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★★
Frèche & Associés (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★
Gide (Paris)	★★★★★	UGGC Avocats (Marseille, Paris)	★★★★
Gossement Avocats (Paris, Rennes)	★★★★		
Huglo Lepage Avocats (Marseille, Montpellier, Paris, Strasbourg)	★★★★★		

Droit de la propriété industrielle

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Abello IP (Bordeaux, Paris, Toulouse)	★★★★	Firsh (Paris)	★★★★★
Arénaire Avocats (Paris)	★★★★	Haas Avocats (Paris)	★★★★★
Armengaud Guerlain (Paris)	★★★★	Havard Duclos & Associés (Paris)	★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★★	Hiro Avocats (Paris)	★★★★★
Benoliel Avocats (Paris)	★★★★★	Hoyng Rokh Monegier (Lyon, Paris)	★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★★	Jacob Avocats (Paris)	★★★★★
Bird & Bird (Lyon, Paris)	★★★★	Marchais & Associés (Paris)	★★★★★
Cabinet Hoffman (Lyon, Paris)	★★★★	Momentum Avocats (Paris)	★★★★
Casalonga (Beaune, Grenoble, Montpellier, Nantes, Paris, Pau, Toulouse)	★★★★	Plasserud IP Avocats (Angoulême, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Paris, Rennes, Strasbourg, Toulouse)	★★★★
Cléry Devernavy (Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★
Cousin & Associés (Paris)	★★★★	TLMR Avocats (Paris)	★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★	WAN Avocats (Paris)	★★★★★
Deprez Guignot Associés (DDG) (Paris)	★★★★		
Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★		

Droit de la propriété littéraire et artistique

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Artlaw (Paris)	★★★★	Jacob Avocats (Paris)	★★★★
Benoliel Avocats (Paris)	★★★★★	Marchais & Associés (Paris)	★★★★★
Cléry Devernavy (Paris)	★★★★	Next Avocats (Paris)	★★★★
Deprez Guignot Associés (DDG) (Paris)	★★★★★	Valther (Bordeaux, Lyon, Paris)	★★★★
Firsh (Paris)	★★★★	Vercken & Gaullier (Paris)	★★★★
Haas Avocats (Paris)	★★★★★	WAN Avocats (Paris)	★★★★★
Hiro Avocats (Paris)	★★★★★		

Droit de la consommation

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Bodari Avocats (Paris)	★★★★★	Haas Avocats (Paris)	★★★★★
Carve (Paris)	★★★★	Henry & Bricogne Avocats (Paris)	★★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Herald (Paris)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Hiro Avocats (Paris)	★★★★★
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★	Mirabile Avocat (Paris)	★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★	PDGB (Paris)	★★★★
Deprez Guignot Associés (DDG) (Paris)	★★★★	Première Ligne Avocats (Paris)	★★★★
Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Grall & Associés (Paris)	★★★★	Squadra Avocats (Paris)	★★★★
		Vogel & Vogel (Paris)	★★★★★
		Wilhelm & Associés (Paris)	★★★★

Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Ærige (Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Paris)	★★★★
Ascent Avocats (Paris)	★★★★★
Avanty Avocats (Paris)	★★★★★
Barthélémy Avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 11 autres villes)	★★★★★
Cabinet Beaumont (Paris)	★★★★★
Capstan Avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Saint-Étienne, Toulon, Toulouse et 2 autres villes)	★★★★
Catoire Avocat (Paris)	★★★★
Edgar Avocats (Annecy, Bordeaux, Paris)	★★★★★
Factorhy Avocats (Paris)	★★★★
Fromont Briens (Lyon, Paris)	★★★★
Le Kbinet (Paris)	★★★★★
Rigaud Avocats (Paris)	★★★★
Voltaire Avocats (Lille, Paris)	★★★★

Droit des assurances

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Abeille Avocats (Aix-en-Provence, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Paris, Toulouse)	★★★★	Laroque & Suliga Avocats (Paris)	★★★★★
AGMC Avocats (Paris)	★★★★★	Lexassure (Paris)	★★★★★
Avanty Avocats (Paris)	★★★★	Ngo Jung & Partners (Paris)	★★★★★
Benezra Avocats (Paris)	★★★★	Normand & Associés (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★★
Cabinet Beaumont (Paris)	★★★★★	PDGB (Paris)	★★★★
Chatain & Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★	Raffin & Associés (Aix-en-Provence, Bordeaux, Paris, Toulouse)	★★★★
Clyde & Co (Paris)	★★★★	Soulié Coste-Floret & Associés (Paris)	★★★★
Gide (Paris)	★★★★★	Stream (Bordeaux, Le Havre, Marseille, Paris)	★★★★
HFW (Paris)	★★★★★	Tal&Co Avocats (Lyon, Paris)	★★★★
HMN Partners (Paris)	★★★★★	Tamaris Avocats (Paris)	★★★★

Droit de l'urbanisme

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Adaltys (Bordeaux, Lyon, Marseille, Paris, Rennes)	★★★★
Adden Avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris)	★★★★★
Admys Avocats (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★
Atmos Avocats (Paris)	★★★★★
CGCB & Associés (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes, Paris)	★★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★
Drai Associés (Marseille, Paris)	★★★★★
Enjea Avocats (Montpellier, Paris)	★★★★★
Frêche & Associés (Paris)	★★★★
Gide (Paris)	★★★★
Lacourte Raquin Tatar (Paris)	★★★★
Landot & Associés (Paris)	★★★★
Rivière Avocats Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★★
Wilhelm & Associés (Paris)	★★★★

Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
August Debouzy (Paris)	★★★★★	Klein Wenner (Paris)	★★★★
Bird & Bird (Lyon, Paris)	★★★★	Lexing Avocats (Paris)	★★★★★
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★	Mirabile Avocat (Paris)	★★★★
Derriennic Associés (Paris)	★★★★	Next Avocats (Paris)	★★★★★
Firsh (Paris)	★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★
Haas Avocats (Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Hiro Avocats (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Hogan Lovells (Paris)	★★★★	TLMR Avocats (Paris)	★★★★★
Jacob Avocats (Paris)	★★★★★	WAN Avocats (Paris)	★★★★
Joshua Société d'avocats (Paris)	★★★★		

Droit du travail (employeurs)

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
ACD Avocats (Épinal, Metz, Nancy, Nîmes, Paris, Saint-Dié-des-Vosges, Thionville)	★★★★★	CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Fromont Briens (Lyon, Paris)	★★★★
Actance (Nice, Paris)	★★★★★	Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Herald (Paris)	★★★★
Ærige (Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Paris)	★★★★★	Daher Avocats (Paris)	★★★★★	Hujé Avocats (Paris)	★★★★
Aigue Avocat (Paris)	★★★★	Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★	Inlo (Marseille, Paris)	★★★★
Ascent Avocats (Paris)	★★★★★	Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★	LBBa (Nantes, Paris, Rennes)	★★★★
Barthélémy Avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 11 autres villes)	★★★★★	Edgar Avocats (Annecy, Bordeaux, Paris)	★★★★★	Le Kbinet (Paris)	★★★★★
Bonnery Dubarry (Paris)	★★★★	Eunomie Avocats (Paris)	★★★★	Littler France (Paris)	★★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★	Factorhy Avocats (Paris)	★★★★★	Melville Avocats (Paris)	★★★★
Cabinet Beaumont (Paris)	★★★★	Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★
Camille Avocats (Toulouse)	★★★★★	Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★★	TNDA Avocats (Paris)	★★★★
Capstan Avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Saint-Étienne, Toulon, Toulouse et 2 autres villes)	★★★★★	Flichy Grangé Avocats (Paris)	★★★★★	Voltaire Avocats (Lille, Paris)	★★★★★
Chassany Watrelot & Associés (CWA) (Lille, Lyon, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★			Voxius Avocats (Paris)	★★★★★
				WAN Avocats (Paris)	★★★★

Droit du travail (salariés)

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
41 – Société d'avocats (Montpellier, Paris)	★★★★
Alkemist Avocats (Paris)	★★★★★
Arkello Avocats (Paris)	★★★★
Brihi-Koskas & Associés (Paris)	★★★★★
Cabinet Giganti (Paris)	★★★★
Catoire Avocat (Paris)	★★★★
Enthémis (Paris)	★★★★
Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★
Hujé Avocats (Paris)	★★★★★
Inlo (Marseille, Paris)	★★★★
JDS Avocats (Bobigny)	★★★★★
LBBa (Nantes, Paris, Rennes)	★★★★
Le Kbinet (Paris)	★★★★★
Lepany & Associés (Paris)	★★★★★

Droit des étrangers et de la nationalité

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Avec vous Avocats (Paris, Pontoise)	★★★★
Goldman & Quinquis Avocats (Paris)	★★★★
Karl Waheed Avocats (Paris)	★★★★★

Droit pénal des affaires

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
A&O Shearman (Paris)	★★★★	Joshua Société d'avocats (Paris)	★★★★★
ABPH (Paris)	★★★★★	Le Borgne Saint-Palais Associés (Paris)	★★★★
Advant Altana (Paris)	★★★★★	Le Kbinet (Paris)	★★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★	Lombard Baratelli Astolfo & Associés (Lyon, Marseille, Paris)	★★★★★
Bonifassi Avocats (Paris)	★★★★	Maisonneuve (Paris)	★★★★★
Bougartchev Moyné Associés (Paris)	★★★★★	MHR Avocats (Paris)	★★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★	Obadia Stasi & Avocats (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★
Canu-Bernard & Associés (Paris)	★★★★	Orcades Avocats (Paris)	★★★★
Clifford Chance (Paris)	★★★★	Paul Hastings (Paris)	★★★★★
CMPPG Avocats (Méléard-Pellé-Grandfils) (Paris)	★★★★	Rousseau & Sussmann (Paris)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★	Sahand Saber (Paris)	★★★★
CC&C Avocats (Paris)	★★★★	Schapira Associés (Paris)	★★★★★
Darrois Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Doumic Avocats (Paris)	★★★★	Temime (Marseille, Paris)	★★★★★
Drai Associés (Marseille, Paris)	★★★★	Vigo (Paris)	★★★★
Expert & Guis (Paris)	★★★★★	White & Case (Paris)	★★★★
Farthouat Avocats (Paris)	★★★★		
Géry Demard Lin & Associés (Paris)	★★★★★		
Grundler & Artuphel (Paris)	★★★★★		
Haïk & Associés (Paris)	★★★★★		

Collectivités locales : une ère de vigilance et une responsabilisation accrue des élus

Alors que les élections municipales se sont achevées et que de nouvelles équipes ont pris leurs fonctions exécutives, le cabinet DRAI Associés, spécialisé en droit des collectivités et des élus, apporte un éclairage sur des enjeux juridiques complexes.

Quels sont les critères retenus par le juge pour apprécier la validité d'une élection ?

Le juge électoral se fonde principalement sur l'appréciation des griefs électoraux soulevés, à l'aune du critère de l'atteinte à la sincérité du scrutin. Il ne s'agit pas seulement de constater des irrégularités mais d'analyser si elles ont concrètement impacté le résultat de l'élection.

Un élément essentiel dans cette appréciation est l'écart de voix entre les candidats. Plus cet écart est réduit, plus une irrégularité, même limitée, est susceptible d'avoir influencé l'issue du scrutin. À l'inverse, lorsque l'écart est important, seules des irrégularités graves et massives sont susceptibles de justifier une annulation.

Toutes les irrégularités ont-elles le même poids aux yeux du juge ?

Non, le juge opère une distinction très fine entre les différents types d'irrégularités et prend également en compte leur caractère répété ou massif, ainsi que la temporalité et le contexte dans lesquels elles sont intervenues.

C'est donc une analyse concrète qui dépasse une lecture purement formelle des règles, mais qui suppose d'exploiter des éléments tangibles et de les articuler en droit.

Quels sont les autres risques auxquels les élus sont confrontés ?

La gestion des deniers publics implique un contrôle de leur utilisation et génère



Rémi-Pierre DRAI et Sarah MARGAROLI,
Avocats Associés
DRAI Associés - www.drai-avocats.fr



© Ivan Bastien photographie

donc une pluralité de risques que les élus doivent identifier lors de leur prise de mandat.

Dans un objectif affiché de moralisation de l'action publique, on assiste à un renforcement continu des normes, des contrôles et des sanctions. Les élus sont des gestionnaires publics soumis à des obligations financières, comptables et budgétaires précises, qui font l'objet d'un contrôle périodique des juridictions financières.

En outre, l'action publique, qu'elle ait trait à la gestion quotidienne ou aux grands projets, fait l'objet de contentieux se

multipliant, ce qui impose une sécurisation juridique en amont et une assistance contentieuse en aval. Il est donc nécessaire d'appréhender cela de manière globale et dans la durée.

Enfin, les fonctions d'élus les exposent à des situations infractionnelles relevant notamment de la diffamation, de l'injure, de la prise illégale d'intérêts ou du favoritisme. Elles impliquent une analyse juridique fondée et documentée.

Drout public

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Adaltys (Bordeaux, Lyon, Marseille, Paris, Rennes)	★★★★
Adden Avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris)	★★★★
Admys Avocats (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★★
Atmos Avocats (Paris)	★★★★★
Bassi Herlédan (Paris)	★★★★★
Boivin & Associés (Paris)	★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★
Cabanes Avocats (Paris)	★★★★
Camille Baussay Avocat (Paris)	★★★★
CGCB & Associés (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes, Paris)	★★★★★
Clifford Chance (Paris)	★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★
Coudray UrbanLaw (Bordeaux, Brest, Caen, Paris, Rennes, Toulouse)	★★★★
D4 Avocats Associés (Paris)	★★★★
Drai Associés (Marseille, Paris)	★★★★★
Fleurus Avocats (Paris)	★★★★★
Frêche & Associés (Paris)	★★★★★
FTPA (Paris)	★★★★
Gide (Paris)	★★★★★
Landot & Associés (Paris)	★★★★★
Orier Avocats (Paris)	★★★★★
Oyat (Paris)	★★★★★
Rivière Avocats Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★
Rollin Prats (Paris)	★★★★
Seban Avocats (Paris)	★★★★★
Sensei Avocats (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★
Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★
Symchowicz-Weissberg & Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★★
UGGC Avocats (Marseille, Paris)	★★★★★

Drout immobilier

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Adonis Avocats (Paris)	★★★★★	Gide (Paris)	★★★★★
Alix Associés (Paris)	★★★★	Inlo (Marseille, Paris)	★★★★★
Archers (Paris)	★★★★	Jacquin Maruani & Associés (Paris)	★★★★
Atmos Avocats (Paris)	★★★★★	Karila (Paris)	★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★	Lacourte Raquin Tatar (Paris)	★★★★★
Bersay (Paris)	★★★★	LPA Law (Paris)	★★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★
Blatter Seynaeve (Paris)	★★★★	Ôros Avocats (Paris)	★★★★
Cabinet Gérald Berrebi (Paris)	★★★★	PDGB (Paris)	★★★★★
Cabinet Neu-Janicki (Paris)	★★★★★	Peyronnet Avocats (Paris)	★★★★★
Camille Avocats (Toulouse)	★★★★	Première Ligne Avocats (Paris)	★★★★★
CGCB & Associés (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nîmes, Paris)	★★★★★	Racine (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Paris)	★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Rivière Avocats Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★	TLMR Avocats (Paris)	★★★★
Drai Associés (Marseille, Paris)	★★★★★	Wilhelm & Associés (Paris)	★★★★
E.L.S Avocat (Paris)	★★★★	YM Avocats (Paris)	★★★★
Enjea Avocats (Montpellier, Paris)	★★★★		
Fairway (Paris)	★★★★		

Drout pénal général

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Bekerman Cadeo (Paris)	★★★★	Joshua Société d'avocats (Paris)	★★★★★
Cabinet Boursican (Paris)	★★★★	Le Borgne Saint-Palais Associés (Paris)	★★★★
Canu-Bernard & Associés (Paris)	★★★★★	Le Kbinet (Paris)	★★★★★
CMPPG Avocats (Méléard-Pellé-Grandfils) (Paris)	★★★★	Lombard Baratelli Astolfo & Associés (Lyon, Marseille, Paris)	★★★★★
Coubris & Associés (Bordeaux, Lyon, Paris)	★★★★★	Louve Avocats (Paris)	★★★★
Doumic Avocats (Paris)	★★★★	MHR Avocats (Paris)	★★★★★
Drai Associés (Marseille, Paris)	★★★★	Obadia Stasi & Avocats (Aix-en-Provence, Paris)	★★★★★
Expert & Guis (Paris)	★★★★★	Sahand Saber (Paris)	★★★★★
Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★	Schapira Associés (Paris)	★★★★
Géry Demard Lin & Associés (Paris)	★★★★	Temime (Marseille, Paris)	★★★★★

« Le vrai défi posé par l'IA n'est pas technique, mais économique »

Depuis 2006, Com'SG facilite l'échange d'informations entre secrétaires généraux et office managers des cabinets d'avocats à propos de leurs problématiques quotidiennes. Fort de 170 cabinets adhérents, le réseau redéfinit son périmètre en s'ouvrant aux offices notariaux et accompagne ses membres face à l'IA.

Quel bilan tirez-vous de ces vingt ans ?

A. Trivisonno : Notre association est en pleine dynamique. Nous représentons aujourd'hui plus de 10 000 personnes et 170 cabinets. Cette croissance, sans publicité, repose sur le bouche à oreille et la reconnaissance de l'Ordre. Nos 20 ans, célébrés en septembre 2025, ont réuni plus de 300 personnes, dont des bâtonniers. Pour accompagner cette expansion, nous nous sommes professionnalisés en étoffant le bureau et en faisant appel à des sous-traitants.

Le métier de secrétaire général a-t-il évolué ?

A. Trivisonno : Absolument. Autrefois réservé aux grands cabinets, le poste de secrétaire général ou d'office manager est devenu une norme, même pour les jeunes structures. C'est un atout stratégique. Les profils sont désormais variés : RH, finances, développement commercial. Chaque cabinet cherche à acquérir cette expertise pour se concentrer sur son cœur de métier.

Quels sont les sujets prioritaires de Com'SG ?

I. Saada : L'intelligence artificielle est le sujet phare. Notre rôle est de « débroussailler ». Le vrai défi n'est pas technique mais économique : comment maintenir un modèle basé sur le temps passé quand l'IA réduit une tâche de huit heures à trente minutes ? Il faut passer de la vente du temps à la vente de la valeur.

La facturation électronique est-elle toujours un sujet de préoccupation ?

A. Trivisonno : C'était un sujet majeur fin



Aux pupitres, **Idriss Saada**, vice-président et trésorier de Com'SG, et **Angela Trivisonno**, présidente et fondatrice de Com'SG.

2025 et début 2026. Perçue d'abord comme insurmontable, la réforme s'est révélée accessible grâce à l'émergence de plateformes privées, au-delà de l'offre étatique initiale. Avec les échéances de 2026 et 2027, le déploiement s'annonce plus serein. Nous assurons un suivi continu pour accompagner nos membres.

Quelle est votre relation avec le Barreau de Paris ?

I. Saada : Nous entretenons une relation de confiance. Com'SG est le relais idéal pour remonter les questions des cabinets et diffuser les recommandations du Barreau. Cette position d'interface renforce la cohésion de la communauté juridique.

Com'SG va-t-il continuer à grandir ?

I. Saada : Oui, via l'élargissement de notre périmètre. Accessibles aux cabinets no-

tariaux depuis 2022, nous souhaitons accélérer cette ouverture en 2026-2027. Les secrétaires généraux et office managers de ces cabinets partagent nos défis structurels.

A. Trivisonno : Nous souhaitons aussi nous étendre à l'international, notamment vers le Luxembourg, la Belgique ou le Maroc. Cette évolution sera toutefois progressive, conditionnée par la disponibilité de nos bénévoles.

Parlez-nous de votre bande dessinée.

A. Trivisonno : Elle s'adresse aux avocats et vise à leur faire mieux connaître la profession de secrétaire général et à raconter leur quotidien avec humour. Idriss et moi l'avons écrite après deux ans de réflexion. Intitulée « Si l'avocaterie m'était contée », elle regorge de clins d'œil à nos anecdotes communes.

Droit des sociétés

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
ACD Avocats (Épinal, Metz, Nancy, Nîmes, Paris, Saint-Dié-des-Vosges, Thionville)	★★★★★	Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★
Altegis Avocats (Toulouse)	★★★★	Enthémis (Paris)	★★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★★	Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★	Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★★
BCTG Avocats (Paris)	★★★★★	Gide (Paris)	★★★★★
Berrylaw (Paris)	★★★★★	Gramond Avocats (Paris)	★★★★
Bersay (Paris)	★★★★★	Herald (Paris)	★★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★★	Hogan Lovells (Paris)	★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★	Marvell Avocats (Paris)	★★★★★
Camille Avocats (Toulouse)	★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★★
CBA - Cabinet Benayoun Associés (Paris)	★★★★	Oyat (Paris)	★★★★
Chammas & Marcheteau (Paris)	★★★★	PDGB (Paris)	★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★★	Ripamonti Partners (Lyon, Paris)	★★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Couderc Dinh & Associés (Paris)	★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Darrois Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★★	WAN Avocats (Paris)	★★★★★
De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★		
Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★		

Droit du sport

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
ACBA (Paris)	★★★★
Bertrand & Associé (Paris)	★★★★
Fajgenbaum (Paris)	★★★★★
Joffe & Associés (Paris)	★★★★★
Moyersoén Avocats (Paris)	★★★★★
Veber Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★

Droit des transports

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Clyde & Co (Paris)	★★★★
HFW (Paris)	★★★★★
Laroque & Suliga Avocats (Paris)	★★★★
LBEW Avocats (Paris)	★★★★
Magenta (Paris)	★★★★
Stream (Bordeaux, Le Havre, Marseille, Paris)	★★★★★
Tarin Lemarié (Marseille, Paris)	★★★★★

Droit fiscal

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
ACD Avocats (Épinal, Metz, Nancy, Nîmes, Paris, Saint-Dié-des-Vosges, Thionville)	★★★★	De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★	KPMG Avocats (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Paris, Rennes, Strasbourg, Toulouse et 8 autres villes)	★★★★
Arsene (Paris)	★★★★★	Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★	Kurzaj & Modicom (Paris)	★★★★
Axtead (Paris)	★★★★	Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★	Lacourte Raquin Tatar (Paris)	★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★	EY Société d'avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Strasbourg)	★★★★★	Lexen (Lyon, Paris)	★★★★
Berrylaw (Paris)	★★★★★	FareWell Tax (Paris)	★★★★★	PDGB (Paris)	★★★★
Bersay (Paris)	★★★★	Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	PwC Société d'avocats (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★	Filor Avocats (Brive-la-Gaillarde, Lunéville, Nancy, Paris)	★★★★★	Racine (Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Paris)	★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★	Gide (Paris)	★★★★	Rivière Avocats Associés (Bordeaux, Paris)	★★★★
Cazals Manzo Pichot Saint Quentin (Paris)	★★★★★	Gozlan & Parlanti Associés (Paris)	★★★★	Sevestre & Associés (Paris)	★★★★★
CBA - Cabinet Benayoun Associés (Paris)	★★★★★	Herald (Paris)	★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★★	Hoche Avocats (Paris)	★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Keels Avocats (Paris)	★★★★★		
Couderc Dinh & Associés (Paris)	★★★★★				

Le droit de l'urbanisme comme gage de la sécurité juridique

Le cabinet LVI avocats associés et maître Bernard Lamorlette, avocat associé fondateur en charge du département urbanisme et aménagement, accompagnent depuis plus de trente ans les professionnels de l'immobilier avec le souci d'un cadre toujours plus sécurisé.

Pouvez-vous nous préciser pourquoi, après tant de textes législatifs et réglementaires, le droit de l'urbanisme demeure toujours insécure ?

Bernard Lamorlette : La sécurité juridique de cette matière se décline à 3 niveaux différents. Le premier est dû aux nombreuses lois depuis la loi Urbanisme et Habitat de 2003, dans lesquelles se sont inscrits des principes de nature politique, concurremment avec une intercommunalité renforcée et une pyramide des normes toujours plus importante. La seconde instabilité provient des documents locaux d'urbanisme eux-mêmes, lesquels sont très rarement sécurisés sur plusieurs années. En effet, les élus les modifient très fréquemment, créant ainsi les conditions d'incertitude pour les investisseurs et les professionnels immobiliers. La troisième cause d'instabilité provient du juge lui-même, dans la mesure où ce contentieux long et complexe ne remonte pas systématiquement au Conseil d'État, laissant ainsi les juridictions du fond rendre des décisions contradictoires.

Pourtant des réformes récentes ont assaini le droit de l'urbanisme.

B. L. : En effet, les lois les plus récentes ont porté sur deux points essentiels : le premier, en resserrant l'intérêt à agir des requérants dans le cadre des contentieux liés aux autorisations d'urbanisme ; le deuxième, en permettant au juge administratif d'autoriser la régularisation des permis de construire ou d'aménager lorsque ceux-ci sont entachés de certaines irrégularités. Le paradoxe est donc de constater moins d'annulations de permis qu'auparavant, mais avec toujours un nombre très important



de contentieux qui paralysent les lancements de chantiers.

Quelles ont été les récentes réformes en matière de permis de construire ?

B. L. : Pour ce qui concerne par exemple les permis modificatifs, le Conseil d'État puis la loi du 26 novembre 2025 ont tour à tour amplement élargi leur champ d'application, permettant une augmentation substantielle des surfaces de plancher prévues par le permis initial. Quant à la loi récente, elle permet désormais de faire instruire sur le même PLU ayant acté la délivrance du permis d'origine, tout permis modificatif ultérieur.

Et s'agissant de la planification ?

B. L. : En matière de PLU, on constate un effet de mode s'agissant des moyens d'annulation qui touchent les études d'impact ou les évaluations environnementales, pour lesquelles certains juges annulent intégralement le document d'urbanisme, alors que d'autres autorisent la régularisation dans le cadre d'une période ouverte de cinq à huit mois.

Un élément positif cependant : l'exception d'illégalité qui frappait les PLU à la faveur de contentieux introduits contre les permis se trouve désormais quasiment impossible depuis la loi précitée de novembre 2025.

En résumé, cette loi introduit quelques progrès au profit des professionnels de l'immobilier. Mais le nombre de permis de construire reste en France notoirement insuffisant, du fait que ce droit demeure relativement complexe pour l'ensemble de ceux qui le pratiquent.

Interview réalisée par le cabinet.

Fusions et acquisitions (M&A)

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
A&O Shearman (Paris)	★★★★	Darrois Villey Maillot Brochier (Paris)	★★★★★	Linklaters (Paris)	★★★★
ACD Avocats (Épinal, Metz, Nancy, Nîmes, Paris, Saint-Dié-des-Vosges, Thionville)	★★★★	De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★	Marvell Avocats (Paris)	★★★★★
Advant Altana (Paris)	★★★★	Deloitte Société d'avocats (Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse)	★★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★★
August Debouzy (Paris)	★★★★	Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★★	Oyat (Paris)	★★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★	Enthémis (Paris)	★★★★★	PDGB (Paris)	★★★★
BCTG Avocats (Paris)	★★★★	Fidal (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse et 74 autres villes)	★★★★★	Ripamonti Partners (Lyon, Paris)	★★★★★
BDGS Associés (Paris)	★★★★	Freshfields (Paris)	★★★★	Sekri Valentin Zerrouk (SVZ) (Paris)	★★★★
Berrylaw (Paris)	★★★★★	Gide (Paris)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Bersay (Paris)	★★★★	Goodwin (Paris)	★★★★	Solferino Associés (Paris)	★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★★	Herald (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★★	Hogan Lovells (Paris)	★★★★★	Vivien & Associés (Lyon, Paris)	★★★★
Chammas & Marcheteau (Paris)	★★★★★	Jones Day (Paris)	★★★★	WAN Avocats (Paris)	★★★★★
Cleary Gottlieb (Paris)	★★★★★	Lacourte Raquin Tatar (Paris)	★★★★	Weil, Gotshal & Manges (Paris)	★★★★
CMS Francis Lefebvre (Lyon, Paris, Strasbourg)	★★★★	Lamartine Conseil (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris)	★★★★	White & Case (Paris)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Latham & Watkins (Paris)	★★★★	Willkie (Paris)	★★★★
Couderc Dinh & Associés (Paris)	★★★★★				

Private equity et venture capital

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note	Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Agilys Avocats (Paris)	★★★★★	Lamartine Conseil (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris)	★★★★
Alerion (Paris)	★★★★	Latham & Watkins (Paris)	★★★★★
BCTG Avocats (Paris)	★★★★	Marvell Avocats (Paris)	★★★★★
Berrylaw (Paris)	★★★★★	Mayer Brown (Paris)	★★★★
Bignon Lebray (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris)	★★★★	McDermott Will & Schulte (Paris)	★★★★
Bird & Bird (Lyon, Paris)	★★★★	Ooslo (Lille, Paris)	★★★★★
Bredin Prat (Paris)	★★★★	Oyat (Paris)	★★★★★
Chammas & Marcheteau (Paris)	★★★★★	Sekri Valentin Zerrouk (SVZ) (Paris)	★★★★
Cornet Vincent Ségurel (Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Rennes)	★★★★★	Simon Associés (Bordeaux, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Toulouse et 14 autres villes)	★★★★★
Couderc Dinh & Associés (Paris)	★★★★★	Solferino Associés (Paris)	★★★★
De Pardieu Brocas Maffei (Paris)	★★★★★	Squair (Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Sophia-Antipolis)	★★★★★
Delsol Avocats (Lyon, Paris)	★★★★	Villechenon (Paris)	★★★★
Gide (Paris)	★★★★★	Volt Associés (Paris)	★★★★
Goodwin (Paris)	★★★★★	Weil, Gotshal & Manges (Paris)	★★★★★
Hoche Avocats (Paris)	★★★★	White & Case (Paris)	★★★★
Hogan Lovells (Paris)	★★★★★		
Jones Day (Paris)	★★★★★		
Kirkland & Ellis (Paris)	★★★★		

Droit international et de l'Union européenne

Nom du cabinet (implantations en France métropolitaine)	Note
Alexandre Boiché & Associés (Paris)	★★★★
Baker McKenzie (Paris)	★★★★★
Carve (Paris)	★★★★★
Gide (Paris)	★★★★
Noëlle Lenoir Avocats (Paris)	★★★★



FLASHEZ
CE QR CODE
POUR RETROUVER
LE PALMARÈS
DES AVOCATS
SUR **LEPOINT.FR**

« Exercer, pour nos clients, une vigilance de chaque instant »

Dommages corporels, droit immobilier et des assurances... Le cabinet Dechezleprêtre s'est imposé comme un interlocuteur clé dans les dossiers sensibles grâce à son agilité et son pragmatisme.

Vous avez fait le choix de rester une structure indépendante et familiale. Quel est votre secret pour rivaliser avec les géants du secteur ?

Ghislain Dechezleprêtre : Deux mots-clés guident notre action : confiance et réactivité. Nous opérons principalement en matière de responsabilité des professionnels de l'immobilier, droit des assurances, de responsabilité médicale et de dommage corporel. Les grandes compagnies sollicitent notre expertise parce qu'elles connaissent notre réputation. Sur ces questions sensibles, elles ont besoin d'une relation humaine forte, de réactivité et d'une analyse juridique « haute couture ».

Émilie Dechezleprêtre Desrousseaux : De même, outre des interventions dans différents diplômes universitaires et colloques, nous animons régulièrement pour les collaborateurs de nos clients institutionnels des formations sur la loi Badinter ou l'indemnisation du dommage corporel, sur les évolutions juridiques en matière de droit de la copropriété, mais aussi en droit des baux et gestion des sinistres.

« NOUS SOMMES LÀ POUR GUIDER, PROTÉGER ET DISTINGUER LES RESPONSABILITÉS RÉELLES »

Vous revendiquez une approche pragmatique. Comment cela se traduit-il dans vos dossiers ?

G. D. : Nous avons à cœur de proposer des solutions innovantes à nos clients institutionnels et encourageons, par exemple, les indemnisations en nature lorsque c'est pertinent.



Ghislain
Dechezleprêtre
et Émilie
Dechezleprêtre
Desrousseaux,
avocats associés

É. D. D. : Le pragmatisme, c'est aussi pacifier et améliorer la situation qu'on nous soumet. En intervenant, par exemple, auprès des tiers pour éviter une longue procédure. En immobilier, nous agissons comme des facilitateurs. Les syndicats et les administrateurs de biens sont trop souvent les boucs émissaires des tensions sociales actuelles. Nous sommes là pour guider, protéger et distinguer les responsabilités réelles.

Votre cabinet intervient également dans un domaine particulier : celui de la responsabilité civile des vétérinaires...

É. D. D. : C'est un héritage paternel auquel nous sommes très attachés. Nous conseillons l'Ordre des vétérinaires et le SNVEL, l'organisation professionnelle des vétérinaires libéraux. Nous luttons contre les dérives mafieuses : trafics de médicaments,

exercice illégal de la médecine vétérinaire... C'est un combat pour une pratique propre et pour le bien-être animal, qui rejoint les enjeux de santé publique humaine.

Enfin, comment définiriez-vous l'état d'esprit Dechezleprêtre ?

G. D. : Ma sœur et moi-même sommes des passionnés de rugby. Je pense que cela a déteint sur l'équipe du cabinet. Vitesse, agilité, endurance... En l'espace de 20 ans, nous avons traité plus de 10 000 dossiers, en métropole comme dans les DROM-COM. Nous exerçons une vigilance de chaque instant, notamment face à la recrudescence des fraudes au dommage corporel. Nous voulons montrer aux clients, mais aussi aux jeunes talents, qu'un cabinet à taille humaine peut être présent sur les dossiers les plus emblématiques du marché.